

fonds pour la mise en valeur de ces régions, mais nous n'en avons pas pour en faire l'acquisition. Je ne veux pas dans ce discours du moins annoncer qu'il deviendra nécessaire de modifier notre ligne de conduite, mais je devrai peut-être le faire l'an prochain

Cent millions de personnes peuvent se rendre en voiture dans les parcs de la région atlantique en moins de deux jours, ce qui explique l'accroissement de la circulation dans ces régions. En ce qui concerne les Hautes terres du Cap-Breton, l'augmentation est de 16.75 p. 100, dans l'Île du Prince-Édouard de 15.56 p. 100, à Terre-Neuve de 65.21 p. 100 par rapport à l'année précédente.

C'est le problème auquel nous devons faire face. Je sais gré au député d'avoir soulevé la question. Nous nous occupons activement de cette affaire. A Terre-Neuve, des études préliminaires ont été effectuées en 1965, pour notre compte sur le littoral occidental. En 1966, des études sur place ont porté sur la région de Bonne Bay. M. Keough, ministre des Mines, de l'Agriculture et des Ressources de cette province et moi-même avons transmis des communiqués conjoints à la presse et à la radio au début de juillet. Aucune déclaration officielle n'a encore été faite, mais nous espérons conclure une entente au sujet de 800 milles carrés dans cette région où très peu de travaux d'aménagement seront en réalité effectués durant plusieurs années à venir.

En ce qui concerne la Nouvelle-Écosse, l'aménagement de Kajimkujik dans la région centrale de la province est assez avancé. En juillet 1966, nous avons examiné la côte de la Nouvelle-Écosse de Canso à Yarmouth. On prépare actuellement un rapport sur une région qui a de grandes possibilités. Elle se trouve près de Ship-Harbour, à 40 milles au Nord-Ouest de Halifax. On n'a pas informé le gouvernement provincial de la recommandation du gouvernement fédéral. Aucun communiqué n'a été émis sauf un déclarant qu'on étudiait la côte de Canso à Yarmouth.

En ce qui concerne le Nouveau-Brunswick, on a effectué en mai 1966 une étude conjointe de la côte de Tormentine à Campbellton. Les rapports, intitulés «Étude de la côte atlantique du Nouveau-Brunswick en vue d'aménagement des parcs et des centres récréatifs» et «Parc national de Kouchibouguac—une recommandation» ont été envoyés au sous-ministre des Ressources naturelles. Voilà ce qui se passe au Nouveau-Brunswick.

Une enquête a été effectuée conjointement dans l'Île du Prince-Édouard en 1964. En juillet 1966, j'ai rencontré le premier ministre, M. Campbell, pour discuter de la région d'East Point. J'en avais déjà parlé au gouvernement précédent. Une conférence de presse a été donnée, mais aucun commentaire officiel n'a alors été fait.

Je puis dire à l'honorable député, et je sais qu'il sera d'accord avec moi, que nous avons une plage, mais pas assez d'espace derrière la plage pour y aménager un terrain de camping. Une partie de ce parc a 200 milles de large. Nous devons prendre des dispositions, si nous voulons nous étendre à East-Point—et j'espère que nous le ferons un jour—pour nous approprier le terrain derrière la grève afin de profiter de cette magnifique plage. Elle s'étend sur dix milles et elle est probablement la plus belle de tous le continent nord-américain.

Bref, monsieur l'Orateur, nous entreprenons des études sur ces parcs en collaboration avec les différentes autorités de la province. Les résultats jusqu'ici sont très satisfaisants, et j'estime que, d'ici quelques années, deux ou trois et peut-être même quatre nouveaux parcs seront aménagés dans la région atlantique.

#### LA DÉFENSE NATIONALE—LA BASE NAVALE DE CORNWALLIS—MESURES D'INTIMIDATION CONSÉCUTIVE À LA PUBLICATION D'UNE NOUVELLE

**M. Robert McCleave (Halifax):** Monsieur l'Orateur, les rangs des Toscans sont décimés, mais il en reste. Je signale avec plaisir la présence du ministre associé de la Défense nationale (M. Cadieux). Qu'il soit bien certain que, si j'avais su que la Chambre siégerait une heure de plus ce soir, à cause des chinoiseries de six heures, j'aurais fait l'impossible pour que lui et moi rentrions à la maison à une heure convenable.

La question que je soulève a été suscitée, si je ne m'abuse, par un message voulant qu'un centre de formation de base des trois armes soit créé et que la base de Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, soit peut-être fermée. Je n'irais jusqu'à dire que j'ai vu ce message, mais il a provoqué certaines réactions, mettant en cause un reporter, M<sup>me</sup> Bonnie Purdy, du poste de télévision CJCH d'Halifax. Un d'abord, puis deux officiers des services de renseignements de la Marine royale canadienne sont allés la voir.

• (11.20 p.m.)

Je ne pense pas qu'il soit utile de verser leurs noms au compte rendu, et je ne le ferai pas. De toute évidence, ils ont fait ce qu'on leur a dit de faire. Voici la suite des événements. On a demandé à M<sup>me</sup> Purdy de révéler la source de sa nouvelle et elle a refusé. Deuxièmement, on lui a encore demandé d'en révéler la source et on lui a dit que sa réponse serait confidentielle, mais que la ou les personnes qui lui avaient fourni ce renseignement seraient mutées. Elle a de nouveau refusé d'en divulguer la source. Troisièmement, l'officier de marine est allé voir le gérant du poste et s'est aussi entretenu avec le personnel